

Un dimanche pas comme les autres en France

De notre bureau de Paris, Khadija Baba-Ahmed

Le taux officiel de participation au scrutin présidentiel a été de 31,21% à midi, alors qu'il n'était que de 21,4% à la même heure au scrutin présidentiel de 2002, soit 10 points de plus, ce qui augure (à l'heure où nous mettons sous presse) une abstention beaucoup plus faible qu'à la dernière présidentielle. Les bureaux de vote n'avaient jamais vu autant de monde à leurs abords, hier, en début de matinée.

Les Français ont retenu la leçon du scrutin de 2002, qui, à cause de l'indifférence des citoyens pour le premier tour d'alors, avait favorisé l'arrivée de l'extrémiste Le Pen qui s'est vu passer le premier tour, balayer le candidat socialiste, Lionel Jospin, et affronter Chirac au 2ème tour.

Les Français se sont, cette fois-ci, passionnés pour cette consultation et la mobilisation citoyenne a été forte. Les appels nombreux d'associations, notamment celles de jeunes des banlieues, ont manifestement réussi, amenant ceux qui habituel-



Le président de la République française Jacques Chirac et son épouse Bernadette ont voté à Sarran. M. Chirac, qui avait indiqué qu'il voterait "naturellement" pour le candidat de son parti, M. Sarkozy, n'a fait aucun commentaire. Ph. : D. R.

lement ne s'intéressent pas à la politique à aller voter, ayant pris conscience que leurs voix peuvent peser sur ce scrutin et sur leur propre avenir.

Le vote des jeunes de banlieues s'est porté vers quels candidats ? La réponse ne sera connue que lundi, lors de la proclamation des détails de ce

scrutin. Il ne faut cependant pas faire l'erreur de penser qu'il peut y avoir un vote maghrébin. Les personnes issues de l'immigration votent majoritairement, cela va de soi, contre ceux qui les rejettent et qui les considèrent comme étant toujours étrangers, en l'occurrence Le Pen et de Villiers, mais en dehors de ce rejet, leurs voix se portent selon leur conviction politique et le projet de société qu'ils souhaitent pour leur pays d'adoption. Dans deux bureaux de vote, l'un à Villejuif et l'autre au Kremlin Bicêtre, banlieues toutes deux du Sud Parisien, regroupant une forte population de Français d'origine maghrébine, beaucoup de jeunes Maghrébins rencontrés arboraient fièrement leurs cartes d'électeurs. Pour Aziz, 26 ans, et qui n'avait jamais voté avant ce scrutin «ils sont tous pareils, en dehors de Buffet et de Besancenot qui n'ont pas de haine à l'encontre des immigrés». Et lorsque l'on se risque à lui demander pour qui il a voté, il répond : «Pour Besancenot, parce que lui a au moins trois atouts : il n'a jamais été au pouvoir ; il est contre les licenciements à tout-va et il ne nous méprise pas, nous les Français d'origine étrangère, comme nous désignent tous les autres candidats.»

Djamila qui s'apprête à voter, et qui nous a entendu converser avec Aziz, a, sans qu'on le lui demande, annoncé la couleur : «Ma voix va aller à Ségolène. Elle est différente des anciens socialistes et c'est

une femme.»

Dans leur quasi-majorité, les 12 candidats ont accompli leur devoir électoral dans la matinée, pour se rendre plus disponibles pour la soirée qui allait être longue ou simplement pour entraîner dans leur sillage le maximum de citoyens vers les urnes.

Dans quelques heures, nous saurons quels seront les deux candidats qui auront le plus de suffrages des Français. En attendant, ce premier tour aura connu quelques petits problèmes. De vandalisme d'abord, à Marseille, où plus d'une dizaine de bureaux de vote n'ont pu ouvrir que plus de deux heures après l'ouverture officielle. Des clous et de la colle ont été posés sur les serrures de ces bureaux par des inconnus, dans la nuit de samedi à dimanche. Au cours de cette même nuit, en Corse, à Bastia, deux bombes ont explosé blessant une personne et provoquant d'importants dégâts. Ajaccio a connu aussi de nombreux heurts entre policiers et des manifestants qui voulaient envoyer un avertissement aux candidats en exigeant la libération des indépendantistes corses et en exigeant une solution politique pour l'île.

Aujourd'hui, à la lecture de ces lignes, les lecteurs auront déjà su qui va concourir pour le 2ème tour. Le premier, et de l'avis général des Français, comme des étrangers qui suivent ce scrutin (et ils sont nombreux), aura laissé peu de monde indifférent.

K. B.-A.

IRAK

23 ouvriers membres d'une minorité religieuse tués près de Mossoul

Vingt-trois ouvriers irakiens membres d'une minorité religieuse sont tombés dans une embuscade hier en revenant de leur travail avant d'être abattus par des hommes armés près de Mossoul (nord), tandis que trois ont été blessés, selon un nouveau bilan de la police. Un précédent bilan faisait état de 21 morts. "Plusieurs voitures ont arrêté les minibus, des hommes armés ont fait descendre les passagers, ont choisi les Yézidis et les ont abattus au bord de la route", a précisé le général de police Mohammed el-Wakaa.

Plusieurs véhicules ont bloqué la route dans la région d'Al-Nour, à l'est de Mossoul, pendant que d'autres formaient un cordon pour protéger les hommes armés qui s'en sont pris aux occupants des minibus, selon la même source. Les Yézidis appartiennent à une communauté religieuse du nord de l'Irak, estimée à un demi-million. Ils ont des liens avec leurs voisins kurdes mais ont leurs propres culture et religion.

IRAN

Campagne contre les femmes contrevenant au code vestimentaire

Les autorités iraniennes ont lancé une nouvelle campagne contre les femmes contrevenant au code vestimentaire islamique en vigueur dans le pays, a relaté hier la presse nationale. Les journaux ont publié en une des photos de femmes policières en tchador noir taçant des jeunes téhéranaises vêtues d'habits cintrés aux couleurs vives. "Entre le début de la campagne samedi à 10H00 et la mi-journée dimanche, 1.347 femmes ont reçu un avertissement", a indiqué à l'AFP Mehdi Ahmadi, chef du service d'information de la police de Téhéran. Mais 170 ont été interpellées, a-t-il ajouté, "dont 58 ont été relâchées après avoir signé un engagement à modifier leur conduite et après avoir modifié leur tenue". Le cas des autres femmes interpellées "a été transmis aux autorités judiciaires", a-t-il précisé, sans autres détails. L'agence Fars avait indiqué auparavant que les premières contrevenantes aux canons de la mode islamique étaient averties dans un premier temps, et emmenées dans un centre correctionnel si elles protestaient. Les autorités lancent rituellement une telle campagne avec l'arrivée des beaux jours, qui poussent un nombre croissant de jeunes citadines à dévoiler une partie de leur chevelure, et à souligner leurs formes avec des vêtements cintrés.

Le code vestimentaire islamique iranien exige de ne découvrir que le visage et les mains. Il est observé par un grand nombre de femmes qui portent le tchador, un long voile noir couvrant le corps de la chevelure jusqu'aux pieds. Les autorités semblent insister plus sur le caractère incitatif que punitif de leur nouvelle campagne, notamment. La tâche n'en reste pas moins difficile dans une ville comptant plus de sept millions d'habitants et couvrant plusieurs dizaines de kilomètres carrés. Les campagnes précédentes se sont éteintes d'elles-mêmes après quelques semaines, mais selon M. Ahmadi celle-ci "n'a pas de limite".

Une nouveauté est qu'elle est aussi censée s'adresser aux hommes, et particulièrement "à ceux qui portent des vêtements moulants et des coupes de cheveux "à la mode", a ajouté le porte-parole.

Le port de T-shirts révélant d'éventuels pectoraux, ainsi que des cheveux dressés sur la tête et fixés avec du gel est très en vogue parmi les jeunes hommes de la capitale. Les conservateurs ont applaudi le lancement de cette campagne, jugée indispensable pour contrer ce qu'ils considèrent comme un grave relâchement des mœurs. "La situation actuelle est honteuse pour un gouvernement islamique", a dit Mohammad Taghi Rahbar, un membre de la commission culturelle du Parlement, cité par le quotidien *Etamad*.

"Un homme voyant ces "mannequins" dans les rues ne prêterait plus attention à sa femme à la maison, détruisant ainsi le fondement de la famille", a-t-il ajouté. Dans un éditorial, le quotidien conservateur *Kayhan* a quant à lui apporté son soutien à la police : "Ne vous inquiétez pas, le peuple vous soutient", ainsi, selon le journal, que "l'homme qui voit ceux qui ont volé la chasteté de sa famille lui rit au nez".

NIGERIA

Un candidat de l'opposition demande l'annulation des élections

L'un des principaux candidats de l'opposition à l'élection présidentielle au Nigeria, le vice-président Atiku Abubakar, a rejeté hier les scrutins présidentiel et législatif qui ont eu lieu samedi et demandé leur annulation, dans un entretien avec des journalistes.

"J'ai déjà rejeté les résultats des élections. Ils n'ont pas d'autre choix que d'annuler les deux scrutins", a déclaré M. Abubakar à Abuja, la capitale fédérale du pays. "Ce à quoi nous avons vu prouve les craintes que nous avions d'assister aux pires élections", a-t-il estimé. M. Abubakar est le candidat à la présidentielle du parti de l'Action Congress (AC), l'une des deux principales formations de l'opposition nigérienne.

Vice-président de M. Olusegun Obasanjo, il avait fait défection du parti au pouvoir (Parti démocratique du peuple, PDP). La commission électorale nationale (INEC) lui avait d'abord interdit de participer au scrutin à la suite d'accusations de corruption. Cette décision avait finalement été invalidée la semaine dernière par la Cour suprême. Hier, l'AC a critiqué le "désordre" dans lequel se sont déroulées samedi les élections présidentielle et législatives, dénonçant des "irrégularités massives" et les "agissements" de la commission électorale.

Près de 61,5 millions d'électeurs nigériens ont voté samedi — ou tenté de voter — pour élire leur futur Parlement fédéral et le prochain président lors d'un scrutin chaotique, marqué par de nombreuses violences et impréparations. Les électeurs devaient notamment choisir le successeur du président Olusegun Obasanjo, au pouvoir depuis 1999, lors d'un scrutin annoncé comme historique car débouchant sur la première transition civile à la tête du pays depuis l'indépendance en 1960.